

Le nouveau Contrat social : vers un nouveau et réel partenariat en faveur du développement

Ensemble, représentants de différentes institutions* visant à la promotion aux niveaux régional et mondial des idées progressistes ;

Conscients des inégalités grandissantes tant entre les pays en développement – particulièrement en Afrique – et le monde développé, qu'à l'intérieur de chacun de nos pays et sociétés, et déterminés à déployer des efforts collectifs et décisifs en vue de l'établissement d'un nouveau Contrat social en faveur du développement au niveau mondial ;

Concernés par les impacts économiques, politiques et sociaux sur la majorité de la population – notamment les plus pauvres et vulnérables – qui résultent des déséquilibres mondiaux dûs aux transferts de ressources et aux politiques de libéralisation qui ont compromis la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement ;

Déterminés à contribuer de façon substantielle à tout débat visant à établir un nouveau fonctionnement de la coopération et de l'aide au développement afin de mieux cibler et mieux aider les populations d'Afrique les plus marginalisées ;

Suite au séminaire organisé au Cap et consacré à l'Afrique dans un monde multipolaire : « Un programme progressiste pour une gouvernance mondiale » et qui a débattu des conditions de l'après-Copenhague, de l'agriculture, des ressources naturelles et de la « justice climatique » ; de la réorganisation des économies en développement, des marchés financiers et de l'économie réelle ; des migrations et de « l'Europe forteresse » ; et enfin, du besoin d'un Contrat social ;

A l'issue des délibérations, un accord a été pris de s'engager collectivement et individuellement afin de :

Promouvoir les idées progressistes fondées sur les valeurs et objectifs sociaux-démocrates afin de transformer la gouvernance mondiale, garder à l'esprit notre volonté historique commune de justice sociale et notamment de mieux répondre aux aspirations et demandes des peuples les plus touchés, particulièrement en Afrique. Ces valeurs et objectifs doivent avant tout être au service des gens et favoriser la promotion de politiques de développement favorables aux plus pauvres et l'égalité des sexes au sein de chaque société ;

Garantir que tous les continents et pays soient traités sur un pied d'égalité dans les structures de gouvernance mondiale ;

Organiser et rendre effectif un groupe d'expertise européen-africain afin de contrebalancer le déclin de l'influence des idées progressistes et renforcer la coopération entre think tanks progressistes africains et européens en vue de renouveler et relancer le projet progressiste ;

Faire de cette rencontre du Cap une étape vers la réalisation d'une plateforme pour un partenariat et des échanges constructifs entre progressistes ;

Reconnaître que l'Europe comme l'Afrique ne peuvent plus conduire seules leur développement. Par conséquent, nous estimons que la relation entre l'Afrique et l'Europe doit être revue. L'Europe doit enfin dépasser ses « habitudes colonialistes » (ainsi les Accords de partenariat économique sont-ils le résultat de telles habitudes). Le partenariat UE/Afrique actuellement en vigueur doit être renforcé ;

Fonder ce projet progressiste sur les valeurs que nous avons en commun : la solidarité, la justice sociale et l'égalité ;

Définir une nouvelle approche dans la façon de penser et de répondre aux problèmes économiques et de développement ;

Respecter le droit des Etats africains à avoir leur propre approche des questions de développement et de démocratisation ;

Etablir la confiance comme base fondamentale dans l'élaboration de notre projet. Cela demande une mise en relation des différents réseaux politiques et de la société civile africains et européens ;

Respecter les normes démocratiques vis-à-vis du débat de Copenhague concernant qui décide de ce qui doit être fait. Cela relève des règles démocratiques dans le cadre d'une gouvernance mondiale démocratique. Même si le G20 représente davantage de peuples que le G8, la réforme des Nations unies doit être poursuivie ;

Retenir les leçons de l'Histoire. L'industrialisation et le changement climatique posent la solidarité intergénérationnelle comme l'un des problèmes clés. La crise financière a montré, comme les forces de progrès l'ont toujours soutenu, la nécessité d'une « main visible », le besoin d'une gouvernance mondiale démocratique, de la régulation des marchés financiers, de l'investissement public et de banques de développement. Le système financier doit être au service de l'économie réelle. La finance ne produit pas de richesse ;

Garantir que la pérennité de l'Etat-providence demeure la pierre angulaire de notre projet en vue de davantage de justice sociale et de solidarité et surtout de surmonter la profonde injustice si manifeste dans nos sociétés ;

Définir les domaines nécessitant une gouvernance mondiale, non seulement concernant les Etats ou l'intergouvernemental mais aussi le monde des sociétés multinationales et des sociétés civiles ;

Placer la question des migrations au cœur de notre projet. Les migrations ont toujours été et demeurent un phénomène inhérent à l'humanité. Alors, en tant que progressiste, appuyons-nous sur les notions d'égalité et de respect et non de peur et de racisme. Les forces de progrès doivent montrer combien elles diffèrent des positions xénophobes et ethnocentriques. Nos politiques doivent être fondées sur les principes d'égalité de

traitement et de protection des droits fondamentaux ;

Encourager le continent africain à développer des productions locales et régionales afin de diversifier ses modèles de productions. Ces productions diversifiées pourraient assurer les besoins nécessaires pour surmonter les impacts de la crise financière sur le continent africain. Une réflexion sur la mondialisation est nécessaire ;

Elaborer de nouveaux modèles de production agricole, de gestion des ressources en eau et de décentes conditions de travail comme bases d'un nouveau Contrat social au niveau mondial. La gestion collective des ressources en eau devraient assurer une distribution effective en Afrique afin de satisfaire les besoins des populations concernant le traitement des eaux, les besoins en eau potable, en énergie hydroélectrique et la sécurité alimentaire ;

Prôner davantage de cohérence dans la gouvernance mondiale. Les derniers accords et recommandations de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) décidés avant la crise actuelle s'avèrent être en contradiction avec les propositions envisagées de lutte contre la crise. Davantage même, ils pourraient être considérés comme en partie responsables des grandes difficultés rencontrées aujourd'hui ;

Favoriser les politiques économiques inclusives. Les réserves en monnaies étrangères des pays développés dans les fonds souverains représentent une base disponible, au niveau régional, de liquidités en vue d'investissements favorable au développement. Cela devrait renforcer les structures existantes, telle la BAD (Banque africaine de développement). Afin de favoriser l'intégration régionale, la mise en place de pôles bancaires publics régionaux devrait permettre l'augmentation des investissements en Afrique et la mobilisation des ressources intérieures ;

Donner la priorité au financement du développement par des prêts plutôt que par des aides ; cela limiterait l'imposition de conditionnalités et la dépendance vis-à-vis des pays donateurs ;

Discuter, coordonner et établir des positions progressistes communes entre les sociaux-démocrates européens et leurs homologues africains afin de définir une vision mondiale partagée et de parvenir ainsi à réduire l'emprise des structures de pouvoir qui perpétuent au niveau international les inégalités, notamment en Afrique.

* Foundation for European Progressive Studies, Africa Forum, Fondation Jean-Jaurès (France), Global Progressive Forum, IDEAS (Espagne), Olof Palme International Centre (Suède), Solidar (Belgique)